



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
pôle risques accidentels
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 8 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ERAM

La Mine
St Pierre Montlimart
49110 Montrevault-sur-Èvre

Références : 2023-0387_INSP_ERAM (La Mine)-Montrevault sur Evre_RAP
Code AIOT : 0006303298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement ERAM implanté La Mine St Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre. L'inspection a été annoncée le 07/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERAM
- La Mine St Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006303298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site d'entreposage de chaussures.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 - Mise en œuvre des évolutions réglementaires de 2020 pour les stockages de matières combustibles (entrepôts)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Moyens de lutte contre l'incendie :	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	points d'eau et réserves				
21	Modification notable des installations (mezzanine)	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 12	/	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie : système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	/	Sans objet
18	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Sans objet
19	Compartmentage du bâtiment existant (Mine 1)	Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.2.B.2	/	Sans objet
20	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.5.2	/	Sans objet
24	Conformité des installations 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2	/	Sans objet
25	Consigne de mise en œuvre de vanne d'isolement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1 : point 21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative (rubrique 1510)	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
2	Situation administrative (rubrique 2910-A)	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 2910	/	Sans objet
3	État des stocks: gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1: point 1.4 au I.1	/	Sans objet
4	État des stocks : information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1: point 1.4 au I.2	/	Sans objet
5	État des stocks (plans, mises à jour, inventaire et accessibilité)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1: point 1.4 au I.	/	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1: point 9	/	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 9	/	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement des moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	/	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs	Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.3.6.b	/	Sans objet
15	Moyens de lutte contre un incendie : RIA	Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.3.6.b	/	Sans objet
16	Moyens de lutte contre l'incendie : exercice	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a notamment constaté 2 non-conformités déjà signalées lors de la précédente inspection du 25/07/2017 :

- l'exploitant ne dispose pas des moyens de lutte contre l'incendie suffisants pour satisfaire le besoin en eau calculé selon la méthodologie D9 du 12/09/2023 (besoin estimé à 330 m³/h pendant 2 h soit 660 m³),
- la mezzanine présente au sein du bâtiment Mine 2 qui constitue une modification notable des installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 03/05/1990 n'a pas été portée à la connaissance du préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation afin de démontrer son caractère non-substantiel.

Pour ces 2 points, il est proposé au préfet de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique 1510)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 1510 Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques:</p> <p>1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39a de l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement: (A-1) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m³: (A-1) b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³: (E) c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³: (DC)</p> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p> <p><u>Décret n° 2020-1169 du 24/09/2020</u></p> <p><u>AP du 3/5/1990</u> : rubrique 183 ter 1 (autorisation) pour un volume d'entrepôts de 130 000 m³ (art. 3.1.1)</p>
<p>Constats : A la demande de l'IIC, l'exploitant a transmis par courriel du 21/9/2023 un bilan du classement de ses installations au titre des rubriques ICPE. Selon ce bilan, les installations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NC pour les rubriques 1530, 1532, 2663, 2925, 4734, 4321 et 4331, - DC pour la rubrique 2910-A,

<p>- E pour la rubrique 1510-2 (volume de l'entrepôt : 130 000 m³).</p> <p>Suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020, le périmètre des installations concernées par la rubrique 1510 n'a pas été modifié. Il est constitué d'un groupe d'installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage de matières combustibles (bâtiments Mine 1 et Mine 2 séparés par une distance d'environ 30 m) représentant un volume de 130 000 m³ (régime inchangé : enregistrement). La nature des matières stockées (carton, palettes en bois, aérosols, liquides inflammables etc) et les quantités maximales susceptibles d'être stockées sont détaillées dans ce bilan.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de modification des installations relevant de la rubrique 1510 depuis la précédente inspection.</p>
<p>Observations :</p> <p>=> L'inspection des installations classées propose au préfet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre acte de ce classement au titre de la rubrique 1510-2b. Suite aux modifications de la rubrique 1510 et l'instauration du régime de l'enregistrement, les installations autorisées au titre de la rubrique 1510 de l'AP du 03/05/1990 relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement. L'exploitant n'ayant pas demandé que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement et n'ayant pas transmis le document visé au D181-15-2bis du Code de l'environnement, l'AP précité reste donc applicable et le site reste soumis à la procédure d'autorisation environnementale, - rappeler à l'exploitant que les dispositions de l'annexe V.I et VIII de l'AM du 11/4/2017 sont applicables à ses installations classées 1510.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Situation administrative (rubrique 2910-A)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 2910</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations au titre de la rubrique 2910-A</p>
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 2910-A Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW: E 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW : DC <p><u>Décrets n° 2018-704 du 03/08/2018 et n° 2021-976 du 21/07/2021</u></p> <p><u>AP du 3/5/1990 : NC</u></p>
<p>Constats : Par courriel du 21/9/2023, l'exploitant a transmis un bilan du classement de ses installations au titre des rubriques ICPE. Selon ce bilan, les installations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NC pour les rubriques 1530, 1532, 2663, 2925, 4734, 4321 et 4331, - E pour la rubrique 1510, - DC pour la rubrique 2910-A-2 (2 chaudières au sein du bâtiment Mine 1 raccordées à une cheminée commune dont la puissance thermique nominale est de 1,239 MW) suite à la parution du décret n° 2018-704 du 03/08/2018. Les autres installations de combustion du site sont NC.

<p>Lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de modification des installations relevant de la rubrique 2910 depuis la précédente inspection, - l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de justificatifs relatifs à la date de mise en service des 2 chaudières dorénavant classées sous la rubrique 2910 (antérieures au 20/12/2018). Toutefois, il a été constaté qu'une des 2 chaudières n° 15 et n°16 du bâtiment Mine 1 disposait d'une plaque indiquant son année de mise en service (1995) et qu'une seule cheminée est présente au-dessus du bâtiment accueillant les 2 équipements.
<p>Observations :</p> <p>=> L'inspection des installations classées propose au préfet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre acte de ce classement au titre de la rubrique 2910-A-2 suite à la parution des décrets n° 2018-704 du 03/08/2018 et n° 2021-976 du 21/07/2021 modifiant la nomenclature, - rappeler à l'exploitant que : <ul style="list-style-type: none"> > les dispositions de l'AP du 3/5/1990 restent applicables aux installations, > l'annexe I de l'arrêté du 3/8/2018 sont donc applicables aux installations existantes classées 2910 (mises en service avant le 20/12/2018) selon les délais mentionnés à son annexe, > et qu'il convient de vérifier la conformité de ses installations avec ces dispositions.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : État des stocks: gestion accidentelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1: point 1.4 au I.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks, transmis par courriel du 20/9/2023 et celui du 4/10/2023 remis lors de l'inspection permet de connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de l'entrepôt ainsi qu'en extérieur : <ul style="list-style-type: none"> -- sont définies la grande famille "combustibles" (et les sous-familles "produits d'entretien" sans mentions de danger selon CLP, "papier/carton", "palettes bois", "plastiques", "combustibles divers (chaussant, maroquinerie, accessoires, divers électriques et meubles)") et les familles suivantes des substances ou mélanges dangereux pouvant conduire à un classement au titre d'une rubrique 4xxx du fait de leurs mentions de dangers "gaz inflammables" (et la sous-famille "aérosols"), "liquides inflammables" (et la sous-famille "liquides inflammables") et "dangereux pour l'environnement" (et la sous-famille "aérosols - produits imperméabilisant") avec les mentions de dangers, le risque (incendie ou explosion) et les rubriques ICPE associées. Un code couleur est défini pour chaque sous-famille afin de pouvoir visualiser leur emplacement sur le plan associé à l'état des stocks, -- l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas de produits spécifiques du type piles ou batteries ou

de déchets au sein de l'entrepôt (il n'a pas été constaté la présence de tels produits lors de la visite), - les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de l'entrepôt pour chacune des sous-familles précitées. Pour les sous-familles "liquides inflammables", "plastique", "palettes/bois" et "papier/carton", en l'absence de leur intégration dans l'outil de gestion des stocks, les quantités maximales y sont reprises. Au jour de la visite, des "liquides inflammables" (300 L), des "aérosols" (3,58 tonnes) et des "dangereux pour l'environnement" (3,58 tonnes) étaient présents pour les matières dangereuses. Une quantité de 486,9 tonnes de la sous-famille "combustibles divers" était stocké dans l'entrepôt.
Observations : Par courrier du 18/10/2023, l'exploitant a transmis les états des stocks des 16/10/2023 et 17/10/2023 qui tiennent compte de certaines observations émises lors de la visite (intégration de la quantité totale de matières combustibles (constituant le potentiel de danger principal du site) présente dans l'entrepôt et dans chacune des cellules). => - L'exploitant doit être vigilant sur l'estimation de la quantité de matières combustibles car certains produits dangereux (liquides inflammables, aérosols...) sont également des produits combustibles (cf question I.3.4 du guide Entrepôts du 10/02/2023) ; - L'état des stocks pourrait intégrer les mentions de dangers associées à la famille "produits pétroliers" qui sont stockés en dehors de l'entrepôt (dans des cuves enterrées ou dans le local sprinklage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des stocks : information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1: point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'état des stocks transmis par courriel du 20/9/2023 et celui du 4/10/2023 remis lors de l'inspection pour atteindre cet objectif est le même que celui établi pour atteindre l'objectif de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel. Les familles et sous-familles retenues par l'exploitant dans son état des stocks synthétique, peuvent être également comprises du public.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : État des stocks (plans, mises à jour, inventaire et accessibilité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1: point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à

<p>tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est établi à partir de données qui doivent être extraites et traitées par un salarié (actuellement seule une personne est en capacité de faire cette opération, une 2^e personne étant en cours de formation). L'exploitant envisage d'automatiser cette opération d'ici 18 mois. Les données (pour élaborer l'état des stocks) et l'état des stocks sont accessibles depuis le réseau du site ou par internet via un VPN.</p> <p>L'état des stocks au jour de la visite a été réalisé et édité en 8 minutes par l'opératrice.</p> <p>Il n'est pas mis à jour hebdomadairement (pour les matières autres que dangereuses) et quotidiennement (pour les matières dangereuses qui relèvent d'un régime NC pour les rubriques 4xxx). Il n'y a pas d'édition papier de cet état mis à disposition sur le site.</p> <p>Les plans associés à cet état des stocks sont disponibles sur le réseau. Des versions papiers, à jour, sont également disponibles au niveau des bureaux (prochainement à l'accueil).</p> <p>Un code couleur est défini pour chaque sous-famille afin de pouvoir visualiser leur emplacement sur les plans associés à l'état des stocks. Il n'a pas été relevé de désordre particulier lors d'un contrôle par sondage des emplacements de certaines sous-familles définis sur les plans. Toutefois, l'emplacement des produits "aérosols" et également "dangereux pour l'environnement" n'apparaissent pas dans le plan associé à l'état des stocks.</p> <p>L'exploitant a précisé réaliser un inventaire tournant (fréquence hebdomadaire).</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a été en capacité de fournir la FDS d'une matière dangereuse présentes sur le site (produit imperméabilisant de type aérosol).</p>
<p>Observations :</p> <p>Par courrier du 18/10/2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure mise en place suite à l'inspection du 04/10/2023 définissant les modalités pour établir quotidiennement l'état des stocks et sa mise à disposition (en version électronique sur le réseau et en version papier dans le dossier pompiers), - les états des stocks des 16 et 17 octobre 2023, - les plans associés à l'état des stocks, mis à jour et tenant compte des constats précités.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.1: point 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.[...] La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.[...] Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>

Constats : Lors de la visite, il n'a pas été constaté de désordre particulier concernant la distance entre les stockages et le système d'extinction automatique d'incendie présent dans les bâtiments Mine 1 et Mine 2. Les liquides inflammables (ayant des mentions de dangers H225 et H226 et en contenants de 5 L) sont stockés à une hauteur inférieure à 5 m dans une armoire dédiée. Des plastiques sont stockées sur la mezzanine du bâtiment Mine 2. Toutefois, l'établissement est non classé pour la rubrique 2663 (cf fiche de constat "situation administrative 1510").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : Les liquides inflammables présents dans l'entrepôt disposent des mentions de dangers H225/H226 et ont un volume unitaire maximal de 5 L selon l'état des stocks (capacité maximale de stockage de 300 L). Ce point a pu être vérifié lors de la visite (pour le stockage de l'armoire à solvants).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Prescription contrôlée : <u>AM du 11/4/2017 - Annexe V.I : point 12</u> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Guide Entrepôts, version de février 2023 : fiche V.11

Le point 12 de l'annexe II de l'arrêté du 11/4/2017 indique que la détection automatique d'incendie dans les cellules peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas de celles comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Il faut donc une détection spécifique (dédiée et adaptée) par étage de mezzanine dans les cellules en comportant au moins une.

AP du 3/5/1990 : art. 6a

Toutes les cellules de stockage seront équipées d'un dispositif de détection automatique d'incendie. Le type de détecteur sera déterminé en fonction des produits, objets ou matériels entreposés. Il sera conforme aux normes en vigueur. Les alarmes sont centralisées pour l'exploitation immédiate des informations.

Constats :

La détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique d'incendie (sprinkler) présent dans les bâtiments Mine 1 et Mine 2. Les installations du système d'extinction automatique d'incendie sont contrôlées semestriellement par la société Uxello dont la dernière vérification date du 9 mai 2023 (cf fiche de constat "moyens de lutte contre l'incendie : système d'extinction automatique").

Il n'y a pas de système de détection incendie dédié et adapté dans le bâtiment Mine 2 qui dispose d'une mezzanine depuis 2006 (cf fiche de constat "Modification notable des installations (mezzanine)"). Les zones de stockage sous la mezzanine ne sont pas couvertes par le système d'extinction automatique d'incendie.

Observations :

=> Justifier que le système d'extinction automatique d'incendie présent dans le bâtiment Mine 1 est conçu pour assurer la détection incendie compte tenu des produits stockés et des conditions de stockage.

=> Mettre en place un système de détection incendie dédié et adapté dans le bâtiment Mine 2 qui dispose d'une mezzanine.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement des moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. [...]

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1^{er}. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie. [...]

Constats :

Inspection du 25/07/2017

L'exploitant avait présenté son calcul D9 pour déterminer les besoins en eau d'extinction incendie qui avait été discuté avec le SDIS. Ce calcul montrait un débit nécessaire de 540 m³ /h pendant

2 h en l'absence de recoupement du bâtiment ancien (Mine 1) et de 360 m³/h pendant 2 h si le bâtiment était correctement recoupé.

Lors de la visite

L'exploitant a remis une actualisation du calcul des besoins en eau selon la méthodologie D9 en date du 12/09/2023 (besoin estimé à 330 m³/h pendant 2 h soit 660 m³). Ce calcul tient compte de la présence d'un mur REI120 entre les zones 1 et 2 du bâtiment Mine 1 (la surface de référence étant la zone 2 de Mine 1). Lors de la visite, il a pu être constaté que les travaux ont bien été réalisés au niveau du passage du convoyeur dans ce mur (cf fiche de constat "compartimentage du bâtiment existant (Mine 1)").

Selon l'étude réalisée avec ce calcul, l'exploitant disposerait des moyens sur son site ou à proximité pour satisfaire ces besoins (cf fiche de constat "Moyens de lutte contre l'incendie : points d'eau et réserves").

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie : points d'eau et réserves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

[...]

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

[...] Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

[...] En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. [...]

Constats :

Inspection du 25/07/2017

L'exploitant avait présenté son calcul D9 pour déterminer les besoins en eau d'extinction incendie qui avait été discuté avec le SDIS. Ce calcul montrait un débit nécessaire de 540 m³/h pendant 2 h en l'absence de recoupement du bâtiment ancien (Mine 1) et de 360 m³/h pendant 2 h si le bâtiment était correctement recoupé.

Le SDIS dans un avis du 29/05/2017 signalait que les poteaux externes proches du site numérotés 8 et 9 ne pouvaient pas être comptabilisés à 120 m³/h chacun sauf à ce que cette capacité soit vérifiée lors d'essais simultanés des 2 poteaux ou démontrée sur la base des diamètres des canalisations. Les autres poteaux externes étaient trop éloignés pour pouvoir être pris en considération. Le SDIS précisait que les 2 réserves internes du site de 95 m³ ne pourraient être prises en compte qu'après réception par le SDIS et après des essais d'aspiration mais qu'elles étaient cependant trop éloignées pour permettre une réponse appropriée. Enfin, la réserve incendie de 190 m³ était trop éloignée.

Le SDIS concluait donc que la défense incendie du site était insuffisante et qu'il était nécessaire

de mettre en place une réserve supplémentaire dont le volume variait entre 420 m³ et 180 m³ en fonction du compartimentage mis en œuvre.

L'exploitant devait compléter et aménager sa défense incendie en lien avec le SDIS et informer l'IIC des mesures qui seront prises à cet effet avec l'échéancier de réalisation

Courrier de réponse de l'exploitant du 17/1/2018

L'exploitant indiquait que des échanges avec le SDIS étaient en cours tout comme des études et des devis pour la mise en place d'une réserve souple. Il précisait "considérant l'incertitude liée à l'exploitation de ce site, nous ne nous engageons pas actuellement sur une réalisation effective prochainement".

Lors de la visite

L'exploitant a remis une actualisation du calcul des besoins en eau selon la méthodologie D9 en date du 12/09/2023 (besoin estimé à 330 m³/h pendant 2 h soit 660 m³). Afin de satisfaire ce besoin, sa stratégie de lutte contre l'incendie reposerait sur l'utilisation :

- d'une réserve de 220 m³ installée en 2018 suite à la dernière inspection du 25/7/2017. L'exploitant n'a pas été en mesure de remettre le PV de réception par le SDIS en lien avec les dispositions du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie du Maine-et-Loire. Lors de la visite, il a été constaté la présence d'une benne de déchets à proximité de cette nouvelle réserve située à moins de 100 m du bâtiment Mine 1,

- d'un poteau incendie privé (SP09/10085) situé à moins de 100 m du bâtiment Mine 1 dont la dernière vérification du 13/3/2023 par la société Chronofeu montre un débit unitaire de 145 m³/h sous une pression dynamique de 10 bars,

- des 2 réserves internes de 95 m³ qui ne peuvent pas être retenues dans la stratégie de lutte contre l'incendie selon l'avis du SDIS du 29/5/2017 et n'ont toujours pas fait l'objet d'un PV de réception par le SDIS en lien avec les dispositions du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie du Maine-et-Loire et d'essais d'aspiration. Lors de la visite, il a été constaté que ces 2 réserves situées en contre-bas du bâtiment M2 étaient en mauvais état (présence de végétation, eaux souillées), difficilement accessibles pour les engins du SDIS par le chemin y menant et ne disposaient pas d'aire aménagée d'aspiration. D'autre part, la colonne d'aspiration reliée à ces réserves se situe sur la voie engins et à proximité immédiate du bâtiment M2.

Il est à noter que l'autre poteau incendie privé SP08/10084, non retenu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, situé à plus de 100 m de l'entrepôt, a fait l'objet d'une mesure de débit unitaire (82 m³/h sous une pression dynamique de 1,5 bars). Il n'y a pas eu mesure de débit en fonctionnement simultané des 2 poteaux SP08/10084 et SP09/10085 réalisée.

Compte-tenu de ces constats, l'exploitant ne dispose pas des moyens de lutte contre l'incendie suffisants pour satisfaire le besoin en eau calculé selon la méthodologie D9 du 12/09/2023 (besoin estimé à 330 m³/h pendant 2 h soit 660 m³).

Observations :

Par courrier du 18/10/2023, l'exploitant a transmis le PV de réception par le SDIS du 03/04/2022 de la réserve de 220 m³ (conforme avec des commentaires relatifs à la signalisation et à son accessibilité) et le bon de commande du 5/10/2023 auprès de la société ESVIA pour la mise en place d'un marquage au sol des aires de stationnement.

=> Disposer des moyens de lutte contre l'incendie permettant de satisfaire le besoin en eau calculé selon la méthodologie D9 du 12/09/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie : système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

<p><u>AM du 11/4/2017 - art. 13</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p><u>AP du 03/05/1990 - Art. 3.3.6b</u> Les moyens de lutte conformes aux normes en vigueur comporteront : - [...] une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée.</p> <p>Constats : <u>Inspection du 25/07/2017</u> L'exploitant avait présenté un certificat Q1 de juin 2017 (UXELLO) qui faisait état de plusieurs non-conformités notamment en ce qui concerne l'entretien de la moto pompe diesel de la source B et surtout la taille des îlots de stockage (150 m² maxi avec allées de 2,40 m). Cette non-conformité concernant les îlots était récurrente et il n'était pas apporté d'élément permettant d'y répondre. L'exploitant devait examiner et traiter les non-conformités qui ressortaient des vérifications effectuées sur les moyens de prévention des risques</p> <p><u>Courrier de réponse de l'exploitant du 17/1/2018</u> "Les non-conformités seront traitées. De devis sont en cours auprès de la société UXELLO suite au dernier Q1."</p> <p><u>Au jour de la visite, l'exploitant a présenté :</u> - la dernière vérification Q1 du système d'extinction automatique d'incendie réalisée par la société Uxello du 9/5/2023 (précédente datant du 7/11/2022). Ce rapport fait état de 5 observations (état d'avancement non présenté) et 2 non-conformités (sans risque de mise en échec du système) relatives à l'entretien des réserves SA et SB (soldée selon l'exploitant) et au maintien d'allées de 2,4 m de large dans la zone PUB. Pour cette dernière conformité déjà relevée lors de la vérification du 17/5/2022, il a été constaté toutefois lors de la visite que des allées étaient présentes entre les stockages au sol et les étagères, - la dernière opération de maintenance préventive réalisée sur le groupe motopompe du système d'extinction automatique du 5/9/2023.</p> <p>Observations : => Justifier du traitement des non-conformités et des observations formulées dans le dernier rapport de vérification de la société UXELLO du 9/5/2023 selon le référentiel APSAD R1. => Veiller à entretenir régulièrement le système d'extinction en traitant, dans une cinétique adéquate, les non-conformités et les observations et en tenant à disposition de l'IIC les enregistrements associés.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.3.6.b
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
<p>Prescription contrôlée : <u>AP : art. 3.3.6.B</u> Les moyens de lutte conformes aux normes en vigueur comporteront: - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles,</p> <p><u>AM du 11/4/2017 : art. 13</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p>

- [...] d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
Constats : L'exploitant a indiqué avoir entamé une démarche afin d'obtenir l'accréditation Q4 du référentiel APSAD (audit réalisé). La dernière vérification des extincteurs a été réalisée par la société Chronofeu le 11/8/2023 et inclut les 18 extincteurs sur roue de 45 L (cf fiche de constat "moyens de lutte contre l'incendie : RIA"). Lors de la visite et du contrôle par sondage réalisé, il n'a pas été constaté de désordre particulier relatif à la visibilité et l'accessibilité des extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Moyens de lutte contre un incendie : RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.3.6.b
Thème(s) : Risques accidentels, RIA
Prescription contrôlée : <u>AP : art. 3.3.6.B</u> Les moyens de lutte conformes aux normes en vigueur comporteront : - [...] des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues ; Ils seront disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils seront protégés du gel : <u>APMED du 20/4/2009 - art. 1 et art. 2 :</u> mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté les prescriptions de l'article 3.3.6.b de l'AP et d'adresser au préfet dans un délai de 4 mois les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'art. 1. <u>AM du 11/4/2017 : annexe V.I - art. 13</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - [...] de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
Constats : <u>Inspection du 25/7/2017</u> Suite à l'inspection de 2009, l'exploitant avait été mis en demeure de respecter 2 dispositions de son AP de 1990 par APMED du 20/4/2009 : le recoupement coupe feu en deux cellules de moins de 9000 m ² du bâtiment datant de 1965 et la mise en place de RIA. Sur ces deux sujets, l'exploitant avait, dès 1991, déposé une demande de modification des prescriptions applicables. Cette demande avait reçu un avis favorable du SDIS en 1992. Néanmoins, l'instruction de cette demande d'autorisation n'a pas été menée à terme en raison de différends entre les services de la DRIRE. En 1993, le SDIS avait confirmé son accord à ne pas installer les RIA en présence du recoupement et compte tenu des autres dispositions prises par l'exploitant (extinction automatique et extincteurs adaptés). L'exploitant a répondu par courrier du 13/5/2009 à l'APMED pour apporter des propositions pour répondre à cette dernière : construction du mur de recoupement du bâtiment de 1965 et propositions de mesures compensatoires pour les RIA (attendant sur ce point une validation de l'inspection). Sur ce dernier point, il indiquait dans le courrier précité que les bâtiments étaient équipés d'installations d'extinction automatique de type sprinkler et de 88 extincteurs. Des dispositions de prévention étaient prises pour limiter le risque incendie et le personnel était formé pour attaquer efficacement un éventuel sinistre. Si les intervenants ne parvenaient pas à maîtriser un sinistre, la température atteindrait rapidement celle de calibrage des têtes de sprinkler et le

personnel aurait déjà évacué les locaux. Les installations électriques susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre faisaient l'objet de surveillance particulière et l'installation électrique était mise hors service en dehors de l'occupation des locaux. Un gardiennage était mis en place. En substitution des RIA, l'exploitant proposait la mise en place de 18 extincteurs sur roues de 45 litres avec additifs permettant une intervention rapide. Lors de la visite, il avait été constaté que les extincteurs sur roues n'étaient pas répertoriés et n'étaient de ce fait pas régulièrement contrôlés. Leur nombre ne correspondait pas à ce qui était proposé et leur localisation n'était pas identifiée permettant une mise en œuvre efficace.

Le courrier de mai 2009 n'était pas disponible au dossier et une copie nous avait été faite lors de l'inspection de juillet 2017. Dans ces circonstances, le courrier de l'exploitant et sa demande de validation de la mesure compensatoire pour les RIA sont de fait restés sans réponse ou observation de la part de l'inspection. En l'absence de réponse de la part de l'inspection et vu les avis favorables du SDIS à l'époque, il avait été considéré qu'il était inadapté de poursuivre le traitement de cet écart majeur comme si l'exploitant n'avait rien fait. Il avait donc été proposé à ce stade de lui demander de compléter ses propositions et les dispositifs techniques.

La compensation proposée par l'exploitant pour répondre à la mise en demeure n'était donc pas complètement recevable en l'état et n'était pas correctement mise en œuvre. Il était donc demandé à l'exploitant de compléter ses propositions et le dispositif (justification sur l'efficacité du dispositif, nombre et identification des extincteurs sur roues, localisation,...). Notamment les propositions de l'exploitant devaient prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/4/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts et notamment en ce qui concerne l'article 13 de l'annexe II dudit arrêté ministériel. Ce point était à intégrer à la synthèse de l'examen de conformité demandée à la remarque R5.

Courrier de réponse de l'exploitant du 17/1/2018

Il proposait la mise en place de 18 extincteurs de 45 L sur roue.

Lors de la visite, il a pu être constaté :

- que la dernière vérification des extincteurs a été réalisée par la société Chronofeu le 11/8/2023 et inclut les 18 extincteurs sur roue de 45 L à laquelle n'est pas joint de plan d'implantation de ces derniers,
- que les plans d'implantation des extincteurs d'août 2016 dans le plan d'urgence du site ne recensent pas les 18 extincteurs sur roue de 45 L,
- la présence de 2 extincteurs de 45 L lors du contrôle par sondage des installations.

Observations :

Par courrier du 18/10/2023, l'exploitant a transmis le plan de recensement des extincteurs de grande capacité sur le plan général des moyens de secours et un bon de commande du 11/10/2023 au près de la société Chronofeu pour la mise à jour des plans d'évacuation et d'intervention.

=> Compte tenu des constats de la présente inspection, l'IIC considère que les dispositions des art. 1 et 2 de l'APMED du 20/4/2009 sont respectées sur ce point. Par ailleurs, il est proposé au préfet d'accepter la demande de modification de la prescription prévue à l'art. 3.3.6.B de l'AP du 3/5/1990 et d'en informer l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie : exercice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 13

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le dernier exercice de défense contre l'incendie a eu lieu le 22/10/2021 et a fait l'objet d'un compte-rendu remis lors de la visite. A cette occasion, la fermeture des portes coupe-feu a notamment été mise en œuvre. Il n'est pas prévu d'en réaliser en 2023.
Observations : => Organiser un exercice de défense contre l'incendie avant le 22 octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1 ^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"> – les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; – les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; – le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; – la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; – la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; – la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; – les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; – les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
Constats : Un "dossier pompiers" est disponible sur le site. Un contrôle par sondage a permis de constater que certains éléments demandés dans un plan de défense incendie y étaient déjà intégrés. L'exploitant a indiqué que l'élaboration du PDI pour ce site était en cours.
Observations : => Établir un plan de défense incendie répondant aux dispositions du point 13 de l'annexe V.I de l'AM du 11/04/2017 pour le 31/12/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1 ^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1 ^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : Par courriel du 20/9/2023, l'exploitant a transmis une modélisation des flux thermiques du site avec la méthode Flumilog. Pour rappel, le bâtiment Mine 1 est découpé en 2 zones (zones 1 et 2) séparées par un mur REI120. L'étude ne comprend que les modélisations relatives aux incendies de la zone 1 du bâtiment Mine 1. L'exploitant justifie ce choix par le fait que les terrains entourant le bâtiment Mine 2 et la zone 2 du bâtiment Mine 1 appartiennent au groupe ERAM et que l'enjeu principal est une habitation se situant en limite de propriété à proximité de la zone 1 du bâtiment Mine 1. Il n'y a pas d'effets en dehors des limites du site pour l'incendie de la zone 1 du bâtiment Mine 1.
Observations : => Compléter l'étude des effets thermiques en calculant les distances pour chaque cellule en feu prise individuellement pour les autres cellules de l'entrepôt (bâtiment Mine 2 et zone 2 de bâtiment Mine 1).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Compartimentage du bâtiment existant (Mine 1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.2.B.2
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Prescription contrôlée : <u>AP du 3/5/1990 : art. 3.2.B.2</u>

Dans un délai de 3 mois un mur coupe-feu de degré deux heures sera édité pour couper l'entrepôt en deux cellules de 9000 m² de surface unitaire maximale. [...] Les portes séparant les cellules seront coupe-feu de degré 2 h et seront munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule.

APMED du 20/4/2009 - art. 1 et 2 : mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté les prescriptions de l'article 3.2.B.2 de l'AP et d'adresser au préfet dans un délai de 4 mois les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'art. 1.

Constats :

Inspection du 25/7/2017

Suite à l'inspection de 2009, l'exploitant avait été mis en demeure de respecter 2 dispositions de son AP de 1990 par APMED du 20/4/2009 : le recoupement coupe feu en deux cellules de moins de 9000 m² du bâtiment datant de 1965 et la mise en place de RIA. Sur ces deux sujets, l'exploitant avait, dès 1991, déposé une demande de modification des prescriptions applicables. Cette demande avait reçu un avis favorable du SDIS en 1992. Néanmoins, l'instruction de cette demande d'autorisation n'a pas été menée à terme en raison de différends entre les services de la DRIRE. En 1993, le SDIS avait confirmé son accord à ne pas installer les RIA en présence du recoupement et compte tenu des autres dispositions prises par l'exploitant (extinction automatique et extincteurs adaptés).

L'exploitant a répondu par courrier du 13/5/2009 à l'APMED pour apporter des propositions pour répondre à cette dernière : construction du mur de recoupement du bâtiment de 1965 (Mine 1) et création de portes coupe feu permettant de scinder le bâtiment en 2 cellules de 7126 et 6 512 m². Lors de la visite, il avait été constaté que les travaux prévus avaient été effectués. Cependant, une ouverture d'environ 3 m de large dans le mur coupe feu qui avait été construit était présente pour le passage de convoyeurs. De ce fait, le caractère coupe feu du mur n'était pas assuré. L'exploitant avait d'ores et déjà examiné les modalités techniques pour répondre à cette situation : il était prévu de mettre en place des portes coupe feu à fermeture automatique au niveau du passage des convoyeurs. Cela nécessitait de réaménager le passage des convoyeurs et les modalités précises d'exécution devaient être affinées ainsi que l'échéancier de réalisation. Les travaux devaient être réalisés début 2018.

Fournir les dispositions qui seront retenues et l'échéancier de réalisation avec tous les éléments d'appréciation.

Courrier de l'exploitant du 17/1/2018

L'exploitant proposait de mettre en place une porte CF et de modifier les convoyeurs qui y passaient avant le 31/12/2018.

Lors de la visite

L'exploitant a remis le bon de commande du 9/11/2018 auprès de la société BRAULT pour la mise en place d'un rideau coupe-feu 2 h (EI120) dont il a été constaté la présence au niveau du passage des convoyeurs entre les zones 1 et 2 du bâtiment Mine 1.

Selon l'exploitant, la fermeture du rideau peut être déclenché par le système de détection d'incendie situé au-dessus du rideau ou par les boîtiers d'alarme incendie (type coup de poing) situés à proximité. Compte-tenu des activités en cours, il n'a pas pu être réalisé de test de fermeture du rideau. Selon l'exploitant, la fermeture du rideau ne serait pas testé lors de la vérification des portes coup-feu du site par la société Chronofeu.

La dernière vérification du rideau et des autres portes coup-feu du site a été réalisée le 5/1/2023 par la société Chronofeu. Ce rapport fait état de la nécessité de remplacer 3 batteries sur 3 portes. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ces actions avaient été réalisées suite au bon de commande du 28/7/2023.

Observations :

=> Compte tenu des constats de la présente inspection, l'IIC considère que les dispositions des art. 1 et 2 de l'APMED du 20/4/2009 sont respectées sur ce point.

=> Justifier du bon fonctionnement de la fermeture automatique du rideau EI120 entre les zones 1 et 2 du bâtiment Mine 1 en réalisant des tests réguliers.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/1990, article 3.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention
<p>Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.</p>
<p>Constats : <u>Inspection du 25/7/2017</u> Par courrier du 13/5/2009, l'exploitant indiquait les dispositions qu'il comptait prendre pour répondre à la remarque à savoir la construction en 2010 d'un bassin incendie de 320 m³ avec une vanne. Il avait été constaté que le bassin situé en contrebas au nord du site était très enherbé et la vanne de barrage non repérée de manière efficace ce qui nuirait à sa manipulation rapide en cas de sinistre (de plus, il n'existait pas de consigne pour sa mise en œuvre). L'exploitant devait justifier : - que l'ensemble des eaux susceptibles d'être déversées en cas d'incendie seraient bien collectées dans ce bassin (pour toutes les zones potentiellement concernées par un sinistre), - que le volume du bassin de 320 m³ était suffisant au regard des volumes d'eau à recueillir (calcul D9A), - que le bassin est étanche et apte à remplir cet usage. Courrier de réponse de l'exploitant du 17/1/2018 "Un entretien du bassin sera réalisé annuellement."</p> <p><u>Lors de la visite</u> Pour rappel, l'entrepôt est autorisé pour le stockage de chaussures (cf art. 3.1.1 de l'AP du 3/5/1990). Selon le dernier bilan de classement transmis en amont de l'inspection, les installations ne sont pas classées pour les rubriques 4xxx, 1450 ou 1436 (rubriques dites matières dangereuses au sens de l'AM du 11/04/2017). Le dossier d'autorisation initial ne prévoyait pas de disposition particulière sur la récupération des eaux d'extinction. Les dispositions du point 11 (eaux d'extinction incendie) de l'annexe V.I ne sont pas opposables aux installations. Lors de la visite, l'exploitant a remis une actualisation du calcul des besoins de confinement des eaux d'extinction selon la méthodologie D9A en date du 12/09/2023 (besoin estimé à 1 750 m³). Selon l'étude réalisée avec ce calcul et afin de satisfaire partiellement ce besoin, le site disposerait d'un bassin de rétention étanche munie d'une vanne d'obturation manuelle permettant de recueillir un volume de 550 m³. Il a été constaté la présence de liquides inflammables (dans une armoire à solvants sur rétention) et d'aérosols également dangereux pour l'environnement (avec la mention de danger H411 dans la zone de stockage des produits d'entretien du bâtiment Mine 1) en quantités limitées et inférieures au seuil de classement ICPE. Le bassin précité situé en contrebas du bâtiment Mine 2 est en mauvais et n'est pas étanche (géomembrane déchirée). Il ne peut donc pas remplir sa fonction.</p>
<p>Observations : => Justifier des mesures prises pour récupérer et traiter les eaux d'extinction de la zone de stockage des produits d'entretien susceptibles d'entraîner des matières dangereuses (aérosols également dangereux pour l'environnement) et prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. Le cas échéant, réaliser des travaux afin de pouvoir les recueillir (si besoin dans le bassin de 550 m³).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Modification notable des installations (mezzanine)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II
Thème(s) : Situation administrative, Modification notable
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : <u>Inspection du 25/7/2017</u> Il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas déclaré de modification de ses installations depuis le dernier arrêté d'autorisation. Cependant, il avait été relevé que le niveau supérieur du bâtiment M2 comportait une mezzanine qui avait été installée a priori en 2006 selon les indications reportées sur la plaque de charge MECALUX. L'exploitant devait donc justifier de la date de construction de cette mezzanine et du fait que sa présence ne remettait pas en cause les conclusions de l'étude des dangers qui avait conduit à l'autorisation et aux dimensionnements des moyens de secours et du désenfumage notamment. Il était rappelé que toute modification notable de conditions de stockages devait être portée préalablement à sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. <u>Courrier de réponse de l'exploitant du 17/1/2018</u> "La mezzanine a été construite en 2006. Nous n'avons pas retrouvé d'informations sur la réalisation d'une EDD ou modélisation d'incendie." <u>Au jour de la visite</u> Il n'y a pas eu dossier de porter à connaissance de modification notable transmis à l'IIC. Dans le cadre de la revue de conformité des installations réalisée à l'été 2023, l'exploitant a recalculé la surface de la mezzanine (1 781 m ²). Elle ne constitue donc pas un niveau au sens de l'AM du 11/04/2017 compte tenu qu'elle représente 49,6 % de la surface du niveau inférieur (surface de la cellule : 3 585 m ²). Lors de la visite, il a été constaté que la mezzanine était en caillebotis. Les zones de stockage situées sous la mezzanine ne sont pas couvertes par le système d'extinction automatique d'incendie. Il n'y a pas de système de détection incendie dédiée et adapté. Des extincteurs sont présents sur cette dernière. Il n'y a pas eu de modélisation réalisée de l'incendie du bâtiment Mine 2 dans le cadre de l'étude demandée au titre de l'annexe VIII de l'AM du 11/4/2017. La nature des dangers et des inconvénients induits par cette modification pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ne sont pas disponibles.
Observations :

=> Porter à la connaissance du préfet la modification intervenue au sein du bâtiment Mine 2 (création d'une mezzanine en 2006) avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer leur caractère non-substantiel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Conformité des installations 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations existantes
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes, les annexes IV, V et VI définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes de l'annexe II. [...] Pour toutes les installations existantes, pour les installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation a été réalisé avant le 1 ^{er} janvier 2021, ainsi que pour les installations régulièrement mises en service au 1 ^{er} janvier 2021 nouvellement soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation au titre de la rubrique 1510 en vertu du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées, les dispositions applicables sont complétées par les dispositions de l'annexe VIII.
Constats : A l'issue de la précédente inspection de 2017, l'exploitant avait indiqué dans son courrier de réponse du 17/1/2018 qu'une revue de conformité par rapport au nouvel AM du 11/04/2017 serait transmise à l'IIC. Cette dernière n'a pas été envoyée. Lors de la visite, l'exploitant a précisé avoir réalisé à l'été 2023 une revue de conformité de ses installations par rapport aux dispositions de l'AM du 11/4/2017 applicables à ces dernières ainsi qu'à l'arrêté préfectoral du 3/5/1990 (non remises lors de la visite). Plusieurs non-conformités y auraient été relevées.
Observations : => Justifier de la conformité des installations classées 1510 par rapport aux dispositions de l'annexe V.I et VIII de l'AM du 11/4/2017 en transmettant la revue de conformité réalisée et le plan d'actions accompagné d'un échéancier de mise en conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Consigne de mise en œuvre de vanne d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.I : point 21
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : - [...] les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
Constats : <u>Inspection du 25/7/2017</u> Il avait été constaté que le bassin situé en contrebas au nord du site était très enherbé et la vanne de barrage non repérée de manière efficace ce qui nuirait à sa manipulation rapide en cas de sinistre (de plus, il n'existait pas de consigne pour sa mise en œuvre). L'exploitant devait justifier que la vanne permettant d'obturer ce bassin est disponible (tests ?) et

ses conditions de manipulation.

Courrier de réponse de l'exploitant du 17/1/2018

"Un entretien du bassin sera réalisé annuellement."

Lors de la visite

La vanne d'isolement (non signalée) n'a pas pu être visualisée et il n'a pas pu être réalisé de test de fermeture lors de la visite. En effet, elle n'est pas facilement accessible en toutes circonstances (nécessité d'un outil pour ouvrir le regard et y accéder). Selon l'exploitant, elle n'aurait pas fait l'objet de test récent. Il n'y a pas de consigne disponible et affichée pour définir les modalités pour sa mise en œuvre.

Observations :

=> Mettre en place (et afficher) une consigne pour définir les modalités de mise en œuvre (et de test) de la vanne d'isolement en aval du bassin.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet